

commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

CX/FL 04/10

F

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES TRENTE-DEUXIÈME SESSION MONTREAL (CANADA), 10 – 14 MAI 2004

DOCUMENT DE DISCUSSION SUR LES ALLEGATIONS TROMPEUSES

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉTIQUETAGE TROMPEUR

RÉSUMÉ

Le Groupe de travail estime que bien que l'étiquetage véridique, mais peut-être trompeur soit problématique et que la demande d'informations toujours plus raffinées de la part des consommateurs risque de lui faire prendre de l'ampleur, la possibilité de faire avancer objectivement le débat sur ce sujet avant que ne soient résolues d'autres questions à l'ordre du jour du CCFL est restreinte. Le Groupe de travail recommande donc au CCFL de surveiller ce sujet et de réexaminer son approche concernant l'étiquetage véridique mais trompeur une fois que seront résolues les questions d'étiquetage toujours en souffrance.

1. En 2002, le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires a résolu de mettre sur pied un groupe de travail électronique sous la présidence de l'Australie et composé de représentants du Brésil, du Canada, de la Norvège, du Royaume-Uni, des États-Unis, de Consumers International et de l'International Association of Consumer Food Organizations pour examiner la question de l'étiquetage trompeur des aliments. Cela faisait suite à l'examen du document de travail sur l'étiquetage trompeur préparé par les États-Unis (avec l'aide d'universitaires de la American University et d'autres (CX/FL 02/12).
2. Le document de travail des États-Unis identifiait trois grands types d'informations données aux consommateurs sur les étiquettes des aliments :
 - Véridiques et non trompeuses
 - Fausses
 - Véridiques mais trompeuses
3. Pour ce troisième type d'informations (véridiques mais trompeuses), les auteurs établissaient cinq grandes catégories de communications trompeuses donnant sur l'étiquette des informations qui pouvaient tromper les consommateurs tout en étant véridiques. Elles y étaient brièvement expliquées :
 - a) Omission d'un fait important – Déclaration trompeuse parce qu'un fait important n'a pas été mentionné;
 - b) Déclaration prêtant à confusion – Déclaration trompeuse parce que le libellé, les symboles ou les images prêtent à confusion;

- c) Fausses conclusions attribuables à une même caractéristique – Déclaration véridique au sujet d'une caractéristique d'un produit qui prête à tirer de fausses conclusions au sujet de cette caractéristique du produit ou d'autres produits d'une catégorie identique ou similaire;
 - d) Fausses conclusions attribuables à une caractéristique différente – Déclaration véridique au sujet d'une caractéristique d'un produit qui prête à tirer de fausses conclusions au sujet d'une caractéristique différente du produit ou d'autres produits d'une catégorie identique ou similaire;
 - e) Fausses conclusions attribuables à une source – Caution du produit par une organisation ou des personnes qui amène à tirer de fausses conclusions.
4. Le document soutenait aussi que des facteurs culturels et d'autres questions contextuelles exerçaient une grande influence sur l'interprétation de ce qui était jugé trompeur, les opinions sur le sujet variant d'un pays à l'autre, voire entre différents secteurs de la société d'un pays. Ce qui peut être vu comme un « fait important » par certains sera jugé sans importance par d'autres. L'absence d'un accord consensuel rend difficile l'élaboration de mesures objectives pour gérer l'étiquetage trompeur, qui pourraient être traduites dans des normes.
 5. Le Groupe de travail a fait rapport au Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires en 2003 (CX/FL 03/14). Ce rapport faisait état de l'analyse d'un certain nombre d'exemples de ce que des membres du CCFL jugeaient être un étiquetage trompeur et fournissait une première analyse des textes d'étiquetage du Codex qui traitaient de l'étiquetage trompeur. L'analyse des exemples a réaffirmé l'observation faite dans le document de travail des États-Unis concernant l'importance des facteurs culturels et d'autres facteurs dans le jugement de l'étiquetage trompeur.
 6. Après discussion par le Comité en 2003, et malgré les réserves et les objections exprimées par certains délégués, le Comité a résolu d'autoriser la poursuite de l'étude du sujet avant qu'il ne soit décidé à la réunion de 2004 de l'ajouter ou non à son plan de travail.
 7. Le Groupe de travail a tenu une discussion informelle avec les délégués au CCFL lors de la réunion de 2003 de ce comité et a obtenu quelques exemples additionnels qui étaient tous des variantes des exemples déjà présentés dans son rapport.
 8. Deux options ont été déterminées pour faire avancer le sujet : élaborer davantage le cadre et examiner davantage les types de communications trompeuses tels qu'ils sont exposés dans le document de travail des États-Unis; ou examiner de manière critique les textes du Codex sur l'étiquetage pour déterminer ce qui y manque pour traiter de manière adéquate des communications trompeuses.
 9. Il est clair que les textes du Codex sur l'étiquetage visent à assurer que l'étiquetage est toujours véridique et non trompeur, offrant des dispositions générales et des déclarations de « principes » ainsi que des dispositions s'appliquant à des conditions particulières et répondant aux problèmes pratiques identifiés.
 10. Par exemple, la norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées dit à la Section 3 des principes généraux :
*L'étiquette apposée sur les denrées préemballées ne devra pas décrire ou présenter le produit de façon **fausse, trompeuse, mensongère** ou susceptible de créer d'une façon quelconque une impression erronée au sujet de sa nature véritable* [paragraphe 3.1, accentuation ajoutée].
 11. Cette phrase est reprise avec de petites variantes au début d'autres normes et directives d'étiquetage et a généralement été acceptée par le CCFL comme un principe global pour garantir l'étiquetage véridique.
 12. Le reste du texte de la norme générale prévoit des mentions d'étiquetage obligatoires plus spécifiques pour les cas où un risque de tromperie a été établi (voir CX/FL 03/14). À l'analyse, ce texte traite de sujets qui pourraient être décrits comme portant sur les catégories suivantes de communications trompeuses (omission d'un fait important, déclaration prêtant à confusion, fausses conclusions attribuables à une même caractéristique, fausses conclusions attribuables à une caractéristique différente). Les fausses conclusions attribuables à une source semblent être traitées principalement dans la déclaration de principe global.

13. La question clé demeure de savoir si les textes Codex courants sur l'étiquetage traitent de l'étiquetage trompeur de manière adéquate.
14. Le Groupe de travail a noté deux facteurs qui se répercuteraient sur une telle évaluation. Dans beaucoup d'États membres, les dispositions d'étiquetage obligatoires peuvent différer en partie ou en détail des textes Codex adoptés et cela risque d'être une source importante de variation dans la détermination de la mesure dans laquelle l'étiquetage est trompeur et dans l'analyse de ces dispositions en regard des exigences du Codex. En outre, le Groupe de travail a reconnu que dans chaque État membre, les normes alimentaires fonctionnent dans un cadre législatif d'habilitation et que ce cadre peut avoir un impact sur l'interprétation ou la mise en œuvre des normes mêmes. Dans certains pays, ce cadre impose l'étiquetage véridique et constitue un important complément à la norme même pour ce qui tant de l'interprétation que de la mise en œuvre des dispositions obligatoires concernant l'étiquetage trompeur. Cela est moins clair dans d'autres circonstances et cette variabilité ajoute à la complexité de l'examen de l'étiquetage trompeur.
15. L'analyse des exemples présentés dans le rapport précédent du Groupe de travail (CX/FL 03/14) montre que la majorité des cas étudiés peut être mise en rapport avec des dispositions existantes des textes Codex sur l'étiquetage (voir Tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1 : Étude de cas soumis et classés (voir CX/FL 03/14) par rapport aux cinq catégories différentes de déclarations trompeuses mentionnées dans CX/FL 02/12 [préparé par la Norvège pour le Groupe de travail sur les étiquettes trompeuses]

Type de déclaration	Étude de cas soumise	Norme ou directive Codex qui pourrait s'y appliquer
1. Omission d'un fait important [N=9 études de cas, 7 concernant le lieu d'origine du produit]	Confiture de baies importées portant le drapeau du pays où elle a été fabriquée (Norvège).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5.2
	Eau minérale aromatisée dont l'étiquette indique qu'elle contient du fluorure, mais pas qu'elle contient aussi du sucre (République tchèque via Consumers International).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.2.1.2
	Jus d'orange sans déclaration de la quantité d'eau ajoutée, étiqueté « frais », mais contenant des agents de conservation, ou étiqueté « 100 % jus », mais contenant du jus reconstitué et de l'eau (Hong Kong via Consumers International).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.2.1.2 et norme générale sur les allégations 5.1.iii
	Bœuf vendu au détail dans des supermarchés régionaux dont l'étiquette indique mal le lieu d'origine du bétail (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5
	Jus contenant 15 % de concentré de jus importé dont l'étiquette dit « pressé localement » (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5.2
	Olives importées marinées dans des ingrédients locaux et importés dont l'étiquette ne déclare pas le vrai pays d'origine (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5.2
	Yaourts aux fraises contenant des fraises importées dont l'étiquette dit qu'il s'agit de produits locaux (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5.2
	Pâtisserie dont l'étiquette dit « 100 % propriété australienne » quand la société mère est basée aux É.-U. (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1

	Poisson déclaré comme pris dans les eaux australiennes en omettant de dire qu'il est aussi pris en dehors de ces eaux (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1
2. Déclaration prêtant à confusion	Produit appelé « Burgere », argot pour hamburger (Norvège).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.1.1.3
[N=16 études de cas de nature différente, difficiles à classer dans l'une ou l'autre catégorie. Certains rapporteurs suggérant que des exemples semblables appartenaient à différentes catégories]	Cas typiques d'illustrations laissant entendre que le produit contient quelque chose qu'il ne contient pas ou qu'il contient une grande quantité d'un ingrédient présent qu'en petite quantité (Danemark).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1, 5.1
	Cas typiques d'étiquettes donnant une idée fausse du lieu ou du pays d'origine du produit (Danemark).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.5
	Listes d'ingrédients en chinois et en anglais donnant des informations différentes (Hong Kong via Consumers International).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 8.2.2
	Jus reconstitué dont l'étiquette dit « 100 % jus » (Consumers International).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.1.2 Les questions de ce genre sont traitées dans d'autres normes officielles comme la norme Codex pour le jus d'orange 45-1981 section 6.1.2.2
	« Allégations de produit allégé » définissant mal la valeur calorigène du produit en question, et aussi laissant entendre que d'autres produits sans ces allégations contiennent plus de calories (Suède via Consumers International).	Directives Codex sur l'emploi des allégations relatives à la nutrition 6.4
	Additifs artificiels déclarés sous le nom de l'additif ou avec le numéro E+, ou substances groupées sous la désignation « aromatisants » (Suède via Consumers International).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.2.2.3
	« Margarine biologique » (Suède via Consumers International).	
	Huile à friture dont l'étiquette dit « sans cholestérol », « zéro cholestérol » ou « nutritive » (Inde via Consumers International).	Lignes directrices générales concernant les allégations 5.2 (vi)
	Jus de fruits dit « 100 % fruit » sur l'étiquette et dans la publicité et décrit comme jus de fraises ou de framboises, mais étant fait d'un mélange de jus et de purées de fruits reconstitués dont le principal ingrédient est le jus de raisin (Australie).	De telles questions peuvent être traitées dans d'autres normes officielles comme la norme Codex pour le jus d'orange 45-1981, section 6.1.2.2
	Étiquettes de jus avec des graphiques très vrais de cerises ou de baies, les jus contenant 98 % de jus de pomme (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.2

	Barres de muesli dont l'étiquette dit « vous donne la santé ». Allégation ambiguë de sens douteux pour le consommateur (Australie).	Lignes directrices générales concernant les allégations 3.3
	Confiture d'abricot dont l'ingrédient principal est la poire (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.1, 3.1
	Produit de restaurant-minute étiqueté « burger de poulet grillé » quand la galette de poulet a été cuite à la vapeur, marquée, surgelée, dégelée et finalement cuite sur une plaque de cuisson (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.1
	Produit surgelé à base de fruits dont l'étiquette dit « sans sucre ajouté », sans déclarer la teneur en sucre intrinsèque des fruits (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1 Lignes directrices Codex concernant l'étiquetage nutritionnel 3.2.2
	Produit dit « Jus d'orange frais de qualité supérieure » qui contient du jus reconstitué et des agents de conservation (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 4.1.2 De telles questions peuvent être traitées dans d'autres normes officielles comme la norme Codex pour le jus d'orange 45-1981, section 6.1.2.2
3. Fausses conclusions attribuables à une même caractéristique [N=6 études de cas]	Margarine sans « gras trans » (Norvège).	Lignes directrices générales concernant les allégations 3.5
	Cas typiques d'illustrations laissant entendre qu'un produit contient quelque chose qui n'y est pas présent ou surreprésentant un ingrédient présent qu'en une petite quantité (Danemark).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1, 5.1
	Sel iodé étiqueté « faible en magnésium ». D'autres produits sans allégation avaient une teneur plus faible en magnésium (Inde via Consumers International).	Lignes directrices générales concernant les allégations 3.3
	Cordial « aromatisé à la banane et à la mangue » ou « aromatisé aux pommes et au kiwi » dont l'étiquette présente des images de vrais bananes, mangues, pommes et kiwis, mais ne contenant pas vraiment de ces fruits (Australie).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 3.1
	Huiles alimentaires dont l'étiquette promeut les avantages de leur teneur en acide gras oméga 3 et suggère qu'elles sont les seules à les offrir, mais omet de donner le contexte de l'alimentation totale (Australie).	Directives concernant les allégations relatives à la santé sont en cours d'élaboration par le CCFL.
	Produit étiqueté « faible en gras », mais en contenant 5 % quand un aliment pouvant être l'objet d'une allégation de faible teneur en gras ne doit pas contenir plus de 3 % de gras suivant les critères du code d'usages (Australie).	Lignes directrices Codex concernant l'étiquetage nutritionnel 5.1 et tableau des conditions applicables aux allégations concernant la teneur en éléments nutritifs

4. Fausses conclusions attribuables à une caractéristique différente [N=1]	Produits de poisson portant des étiquettes dans différentes langues (Norvège).	Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées 8.2
5. Fausses conclusions attribuables à une source [N=4]	Présence d'un pesticide illégal dans un produit biologique (Norvège).	Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique; annexe 2 tableau 2.
	Fabricants déclarant sur les étiquettes des produits qu'ils ont donné des fonds à des organisations non gouvernementales ou pour la protection de l'environnement. Les consommateurs en concluent que ces produits sont meilleurs pour la santé ou plus sûrs (Grèce via Consumers International).	
	Droit d'utiliser la marque de qualité « produit santé » accordé sur la base de l'information fournie par le fabricant (Lettonie via Consumers International).	Lignes directrices générales concernant les allégations 3.3
	Marque de qualité « Green Spoon » accordée aux produits contenant 75 % de produits provenant de cultures familiales (Lettonie via Consumers International).	

16. Nombre des exemples du Tableau 1 peuvent être jugés en contradiction avec les dispositions obligatoires des textes Codex existants sur l'étiquetage et dans ce cas seraient aisément classés non conformes et donc trompeurs. Certains exemples, particulièrement ceux qui indiquent le pays d'origine, sont conformes aux exigences d'étiquetage du Codex et pourtant sont jugés trompeurs parce qu'ils créent des attentes différentes chez les consommateurs de quelques pays membres.
17. Le fait que les consommateurs s'attendent à des informations adéquates et véridiques toujours plus raffinées pour faire des choix éclairés lorsqu'ils achètent des aliments constitue un facteur de commercialisation important pour beaucoup de pays membres. Cela a des répercussions sur le raffinement des déclarations et des messages sur les étiquettes et accroît la possibilité que l'étiquetage soit trompeur. Et cela est plus problématique lorsque les attentes des consommateurs offrent un net avantage commercial à certains types de représentations sur les aliments.
18. En conclusion, le Groupe de travail estime que bien que ce type d'étiquetage trompeur pose problème et que la demande d'informations toujours plus raffinées de la part des consommateurs risque de lui faire prendre de l'ampleur, la possibilité de faire avancer objectivement le débat sur ce sujet avant que ne soient résolues d'autres questions à l'ordre du jour du CCFL est restreinte. Le Groupe de travail recommande donc au CCFL de surveiller ce sujet et de réexaminer son approche concernant l'étiquetage véridique mais trompeur une fois que seront résolues les questions d'étiquetage toujours en souffrance.